



HAL
open science

Les services sociaux du Hezbollah.

Myriam Catusse, Joseph Alagha

► **To cite this version:**

Myriam Catusse, Joseph Alagha. Les services sociaux du Hezbollah.. Hezbollah. Etat des lieux, Actes Sud, pp.123-146, 2008, Sindbad. <halshs-00355098>

HAL Id: halshs-00355098

<https://shs.hal.science/halshs-00355098v1>

Submitted on 22 Jan 2009

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Les services sociaux du Hezbollah

Effort de guerre, ethos religieux et ressources politiques

Myriam Catusse et Joseph Alagha

in S. Mervin (ed.), *Hezbollah. Etat des lieux*, Paris, Actes Sud, 2008, pp. 123-146.

Les efforts déployés par le Hezbollah en faveur du « social » sont le sujet de moult spéculations. On évoque sa prodigalité à l'égard de populations démunies, des « *mahrûmîn* » (deshérités)¹ et des « *mustad'afîn* » (les faibles), pour reprendre certains de ses slogans². On souligne ses desseins militaires : soigner les victimes, prendre en charge les familles de « martyrs », les veuves, les orphelins ou les blessés. Ou encore, on interroge ses prédispositions politiques à capter et mobiliser la frustration sociale. Reste que cette réflexion est peu documentée. Malgré les discours convenus sur la force sociale du Hezbollah, sur ses réseaux, son maillage sociopolitique, peu de travaux ont tenté de démêler l'écheveau. On dispose, dans le cas de l'analyse fine des politiques urbaines du Hezbollah dans la banlieue sud de Beyrouth (*al-dâhiyya*)³, d'un tableau nuancé et localisé des pratiques sociales de municipalités. D'autres ont dépeint le déploiement de filets sociaux et de services collectifs dans le contexte milicien de la guerre civile⁴. D'autres encore ont brossé un tableau de l'action des « organisations islamiques » dans la *dâhiyya*⁵. Mais l'essentiel de la littérature contemporaine n'accorde finalement qu'une part congrue à cette facette du Hezbollah⁶. Modestement, ce chapitre n'apporte pas de données inédites. Il se propose de discuter de l'état du savoir sur la question et des conclusions que l'on peut en tirer quant aux vulgates couramment partagées. Comment se tissent effort de guerre, ethos religieux et mobilisation politique, dans le contexte du Liban contemporain héritier du modèle de la « république marchande » cher à M. Chiha, l'essayiste ultralibéral inspirateur du pacte national de 1943 ?

¹ En 1974, M. al-Sadr fonda avec l'archevêque grec catholique, G. Haddad, surnommé « l'archevêque rouge », le mouvement des déshérités, « *Harakat al-Mahrumîn* » (Alagha, 2006, p. 29). Très rapidement, ce mouvement abandonna sa dimension transcommunautaire et se développa sous le leadership de M. al-Sadr en direction de la population chiite du Liban-Sud. L'expression « *mahrumîn* » entra dans le langage politique pour désigner la population des « laissés-pour-compte » au nom de laquelle le Hezbollah en particulier prétend prendre parole, défendre les intérêts stigmatisés ailleurs.

² *Hezbollah: al-muqâwama wa al-tahrîr*, 2006, p. 10-11.

³ M. HARB, 2005.

⁴ J. HARIK, 1994.

⁵ M. FAWAZ, 2004.

⁶ L'ouvrage de J. Harik (2006) est celui qui lui accorde le plus d'importance.

Dans le cas du Hezbollah, il faut penser le déploiement d'un réseau élaboré et complexe de prestation de services en en articulation avec celui de son action armée : les questions de la protection et de la résistance, qu'elles soient sociales ou militaires, jouent un rôle central comme ressource politique et motif de l'engagement ou de légitimation. Mais il importe aussi de lire ces dynamiques *in situ*, là où elles se jouent, c'est-à-dire notamment dans le contexte du « laissez-faire » du « néo-libanisme »⁷, où la notion de bien public est ténue, mal défendue par un Etat fragile dont les socles sociaux se réduisent à peau de chagrin.

L'héritage d'un discours sur l'injustice sociale

Dès sa naissance les dirigeants du parti ont puisé, entre autre, dans un répertoire de mobilisation se référant au thème de l'injustice sociale. La lettre ouverte de 1985 s'intitulait d'ailleurs « *l'appel aux déshérités* ». Elle annonçait la création du Hezbollah comme le parti de tous les opprimés quelle que soit leur religion⁸, et les exhortait à se battre pour l'édification d'une société plus juste⁹.

Il faut rappeler que la prise de parole « chiite » dans les années 1960-1970 s'associa à un discours social, voire révolutionnaire. Celui-ci nourrit le mythe fondateur de la communauté chiite « victime emblématique du système »¹⁰. A cette époque où se popularisa l'expression controversée de « communauté classe » (*tâ'ifa tabaqa*)¹¹, la « communauté chiite » se politisa en renversant en quelque sorte le stigmate¹² au croisement d'un double processus : les effets socio-économiques de la migration chiite (l'exode rural notamment qui densifia de façon remarquable la *dâhiyya*), le développement timide d'une classe moyenne chiite instruite et urbaine¹³ d'une part, qui fournirent un terreau d'engagement privilégié, et d'autre part, le leadership mobilisateur qu'exerça M. al-Sadr¹⁴. Les chiites du Sud du Liban longtemps tenus à l'écart du processus de formation de l'Etat libanais et des réseaux de redistribution, comme l'indiquait le fameux rapport IRFED en 1960¹⁵, commencèrent à s'organiser autour de revendications « sociales ». Nombre d'entre eux rejoignirent dans les années précédant la guerre civile l'opposition laïque du parti communiste, de la Confédération générale des travailleurs libanais (CGTL)¹⁶ ou du Parti syrien national socialiste¹⁷. Mais c'est surtout

⁷ G. CORM, 2003.

⁸ *Idem*.

⁹ Ibrahim al-Amîn al-Sayyid, responsable du conseil politique de Hezbollah, *al-'Ahd*, 17 août 1984.

¹⁰ S. KASSIR, 1994, p. 82.

¹¹ S. NASR et C. DUBAR, 1976 et E. PICARD, 1985.

¹² M. HARB, 2005, p. 80 et ss.

¹³ S. NASR, 1985, p. 91.

¹⁴ A. R. NORTON, 1986, p. 20-22.

¹⁵ L. J. LEBRET, 1960-1961.

¹⁶ E. PICARD, 1985.

le mouvement des « déshérités » (*harakat al-mahrûmîn*), mené par M. al-Sadr, qui conjuga revendications communautaires et sociales, au nom des populations chiites « dépossédées » et périphérisées¹⁸. Avec une branche armée, ce mouvement donna naissance, à Amal (*Afwâj al-muqâwama al-lubnâniyya*, les unités de la résistance libanaise¹⁹). Mais des cadres et militants éminents du Hezbollah aujourd'hui y firent aussi leurs armes et s'y socialisèrent politiquement, H. Nasrallah, N. Qâsim, I. al-Amîn al-Sayyid, H. Mûsawî, etc²⁰.

A la même époque se fit sentir l'influence dans le milieu intellectuel et politique chiite de M. H. Fadlallah, autre figure chiite éminente, proche du parti de *al-Da'wa*. C'est avec M. al-Sadr et M.M. Shams al-Dîn, d'ailleurs, qu'il créa l'orphelinat de l'imam Khoi à Beyrouth dans les années 1970. Non seulement son discours révolutionnaire et anti-impérialiste dans les années 1970 et 1980 alimenta une contestation politique contre l'ordre des phalangistes, l'intervention américaine et l'occupation israélienne, mais M. H. Fadlallah mit en place, dès les années 1970, un dense réseau d'hôpitaux, de dispensaires, puis d'écoles, de centres culturels, d'institutions pour les sourds, les aveugles, etc. gérés par l'association *Mabarrât* (*Jam'iyyat al-mabarrât al-khayriyya*, fondée en 1978) et un bureau des services sociaux (*Maktab al-khidmât al-ijtimâ'iyya*, créé en 1983). Aujourd'hui, ce réseau est le plus important dans la *Dâhiyya*. Comme M. al-Sadr, son action s'accompagnait d'un discours sur la justice sociale, la défense des « droits humains » (*huqûq al-insân*) et la nécessité d'ériger un « Etat humain » (*dawlat al-insân*) par opposition à un Etat non seulement tyrannique mais inefficace à assurer la sécurité sociale de ses citoyens.

Largement héritiers de cette histoire, les porte-parole du Hezbollah proposent un répertoire de mobilisation, mais aussi un dispositif d'action, qui s'inscrivent dans le registre de la mobilisation socialiste, au sens premier du terme. A l'appel à la « résistance », ils combinent des références au solidarisme et à la justice sociale²¹. Les cadres du parti et les travailleurs sociaux qui s'activent dans les associations proches du parti soulignent de façon récurrente l'inefficacité « notoire » de l'Etat et l'« immoralité manifeste » de ses représentants dans la gestion des services sociaux. Au cas par cas, toutefois, la fourniture de services collectifs peut s'organiser en collaboration avec les services du ministère de la Santé pour les hôpitaux par exemple, ceux du Conseil du développement et de la reconstruction, du Conseil du Sud ou des ministères des Affaires sociales et du Travail²².

¹⁷ J. HARIK, 2006, p. 263.

¹⁸ C. DUBAR et S. NASR, 1976.

¹⁹ L'acronyme « *Amal* » signifie « *espoir* ».

²⁰ W. CHARARA et F. DOMONT, 2004, p. 85-86.

²¹ CHÂMÎ, 1997.

²² M. HARB, 2005.

En tout état de cause, il serait réducteur de décrire ce tissu d'entraide sociale comme relevant essentiellement du « *jihâd* humanitaire », autrement dit de mettre principalement l'accent sur sa dimension caritative et sur les formes islamiques de la solidarité²³.

L'écheveau social

Comme dans d'autres domaines, décrire les institutions sociales du Hezbollah peut prêter en effet à confusion. Certaines organisations sont explicitement insérées dans le dispositif formel du parti, qui revendique à leur égard une autorité, par exemple au moment de nommer leurs dirigeants, de recruter les travailleurs sociaux qui s'y engagent²⁴ ou encore de décider des grandes orientations de l'association. Bien que N. Qâsim affirme qu'elles fonctionnent « indépendamment [du parti] aux niveaux financier, opérationnel et managérial »²⁵, les documents de promotion du Hezbollah les présentent comme participant de l'architecture de ses institutions de service (*mu'assasât al-khidma*)²⁶. Elles-mêmes manifestent leur soutien au parti en brocardant le portrait de Khomeini sur leurs brochures mais surtout en exposant des photos de martyrs du parti dans les locaux de leurs associations²⁷. M. Fawaz en dénombre une quinzaine dans la banlieue sud. Enregistrées par le ministère de l'Intérieur libanais comme des « organisation caritatives non gouvernementales », elles fonctionnent en étroite interdépendance les unes des autres et leurs responsables permutent, de l'association *Jihâd al-binâ'*, à la télévision al-Manâr, en passant par la fondation du Martyr, de la direction des affaires sociales du parti à l'Association de soutien à la résistance islamique, ou encore à la tête de municipalités²⁸. D'autres organisations gravitent autour du parti, entretiennent avec lui des relations à géométrie variable, mais ne peuvent être dépeintes comme ses instruments directs. Elles s'inscrivent plutôt dans un réseau vivant, que l'on aurait certainement tort de penser comme évoluant en vase clos : M. Harb parle ainsi d'organisations « satellites »²⁹.

Parmi ses organisations les plus emblématiques sont directement liées à l'effort de guerre. Il s'agit de fournir l'aide et le soutien nécessaire à la « société de résistance » (*mujtama' al-muqâwama*) pour faire face aux agressions israéliennes – prendre soin des victimes, mais également élargir la base sociale de la résistance et ériger une « société islamique ». Ainsi, dès 1982 et l'invasion israélienne, est instituée, par des filières iraniennes, la Fondation du martyr (*mu'assasat al-chahîd*) comme la filiale d'une association mère iranienne. Le Hezbollah n'est alors que naissant mais il se développera

²³ *Id.*, p. 97.

²⁴ M. FAWAZ, 2004, p. 358 et ss.

²⁵ N. QASIM, 2005, p. 85.

²⁶ Par exemple, *Encyclopédie de Nasrallah*, 2007, p. 169-170.

²⁷ M. FAWAZ, 2004, p. 447.

²⁸ M. HARB, 2005, p. 174.

²⁹ M. HARB, 2005, p. 167.

avec elle, la prenant sous sa tutelle. Ses activités principales se tournent vers les familles des « martyrs » de la lutte contre Israël. La Fondation pour le blessé (*mu'assasat al-jarîh*) fut créée de la même façon, toujours en 1982, pour prendre en charge les frais médicaux des combattants et ceux des civils blessés lors des combats, fournir des prothèses, etc.³⁰ En 1988, furent ouvertes les portes de l'hôpital al-Rasûl al-a'zam dans la banlieue, fleuron moderne et bien équipé du réseau sanitaire du Hezbollah. Créé pour les victimes de guerre, il fut financé par la Fondation du martyr iranienne puis par la Fondation du martyr libanaise. Il accueille aujourd'hui tous ceux qui désirent s'y faire soigner, à faible coût. Il faut souligner que la banlieue sud de Beyrouth (500 000 habitants, soit le tiers des habitants du grand Beyrouth) ne comporte aucun hôpital public. En revanche, s'y trouvent l'important hôpital Bahmân de l'association *Mabarrât* de M. H. Fadlallah, un autre hôpital privé et, plus largement, une vingtaine de dispensaires privés et associatifs.

Plus directement, le Hezbollah fonda la Société islamique de santé (*al-Hay'a al-sihhiyya al-islâmiyya*), inscrite au ministère de l'Intérieur depuis 1988. Elle élabore les politiques de santé du parti³¹, gère des centres de prévention, des dispensaires ainsi qu'un hôpital au Liban-Sud, derrière le slogan « la santé pour tous avec tous »³². Ses activités de prévention sont menées dans les écoles publiques et privées, par les médias du parti, la chaîne de télévision al-Manâr en particulier, et parfois en collaboration avec des institutions telles que l'UNICEF pour la vaccination de jeunes enfants, avec l'Organisation mondiale de la santé ou avec les professeurs de santé publique de l'Université américaine de Beyrouth³³. Les cadres du parti insistent sur le fait que les bénéficiaires de ces services ne sont pas uniquement chiites. Quant à J. Harik, elle souligne qu'ils viennent de différents milieux sociaux : « cette organisation [n'est] pas exclusivement le parti des pauvres » en conclut-elle³⁴.

La Fondation pour le « bon prêt » (*mu'assasat al-qard al-hasan*) fut aussi instituée en 1982, à nouveau sur initiative iranienne. Elle distribue des prêts sans intérêt, essentiellement dans la *dâhiyya*, à Tyr et Nabatiyeh, ainsi que dans la Bekaa, soit plutôt dans des zones à dominante chiite, afin, selon l'un des responsables des services sociaux du parti, de « palier les effets de l'invasion israélienne »³⁵. Si l'on en croit A. R. Norton, elle distribuerait aujourd'hui environ 750 micro-crédits par mois³⁶.

Une autre association occupe une place particulière dans cet écheciveau d'organisations sociales : *al-Imdâd* (le comité philanthropique islamique), mis sur pied en 1987, sur

³⁰ J. HARIK, 2006, p. 122.

³¹ *Idem*, p. 180.

³² *Hezbollah: al-muqâwama wa al-tahrîr*, 2006, p. 14.

³³ M. HARB, 2006, p. 180-181.

³⁴ J. HARIK, 2006, p. 127.

³⁵ H. CHÂMÎ, 1997, p. 35.

³⁶ A. R. NORTON, 2007, p. 110.

initiative locale mais avec l'aide de supports financiers iraniens. Il s'agissait à l'origine d'un centre d'urgence construit à Beyrouth pour aider les familles et personnes nécessiteuses. Ses centres sont désormais répartis sur le territoire, et prodiguent plusieurs types d'aides, en théorie aux populations dont le chef de famille ne peut subvenir aux besoins et qui ne peuvent prétendre à l'aide d'autres institutions du Hezbollah³⁷. Elle aussi fournit des micro-crédits afin d'encourager le développement d'activités génératrices de revenu, à l'instar de nombreuses autres associations de développement. Dans le cas précis des associations proches du parti, cette activité de prêts sans intérêts, parfois à fonds perdus, s'inscrit dans l'objectif plus précis d'engendrer des formes d'auto-financement qui garantissent la pérennité de la « société de résistance », indépendamment des financements publics³⁸.

Jihâd al-Binâ' (*mu'assasat Jihâd al-binâ' al-inmâ'iyya, Fondation pour l'effort de reconstruction*) occupe enfin un rôle central : M. Harb la qualifie d'association-ressource pour le parti³⁹. Elle fut créée en 1985, une fois encore comme filiale d'une association iranienne. Elle prit d'abord en charge la (re)construction des bâtiments dans le contexte de guerre (habitations, mais également écoles, hôpitaux, mosquées, etc.) et la gestion de services urbains : elle se distingua par sa capacité à collecter les ordures, fournir gratuitement en eau et en électricité les habitants de la banlieue sud de Beyrouth qui en étaient privés (notamment durant l'administration du général Aoun, 1988-1990). Au niveau des politiques urbaines, *Jihâd al-binâ'* a suscité des activités de promotion foncière et immobilière dont on aurait du mal à décrire précisément les liens avec le parti⁴⁰, dans un contexte où les opérateurs privés sont de plus en plus présents sur le terrain.

L'association s'est aussi tournée ces dernières années vers des activités de développement local, en particulier dans les régions rurales du pays. Parfois en collaboration avec des municipalités, des institutions publiques, voire des agences de développement internationales, elle propose des microcrédits pour les agriculteurs et a pu mettre en place des caisses d'assurance sociale.

Quinze ans après la signature des accords de Taëf, la problématique de l'accès à l'eau et à l'électricité reste d'actualité pour les citoyens libanais. Les responsables du Hezbollah continuent à mettre en exergue l'efficacité du parti en la matière par opposition aux défaillances des pouvoirs publics, du moins en matière de distribution d'eau. Il en est de même pour celle de la « reconstruction », pour laquelle l'association revendique une expertise et un savoir-faire tous particuliers. Pour ce qui est de l'accès à l'électricité, le

³⁷ L. DEEB, 2006, p. 90.

³⁸ M. FAWAZ, 2004, p. 356.

³⁹ M. HARB, 2005, p. 188.

⁴⁰ M. HARB, 2005, p. 187 et ss. M. FAWAZ, 2004

parti laisse aujourd'hui la place aux opérateurs privés pour la vente de générateurs et n'intervient que plus ponctuellement. La problématique de la reconstruction en revanche occupe une place de choix dans le dispositif d'action publique mais aussi de communication du parti. Comme l'indique l'article de M. Fawaz dans cet ouvrage, aux lendemains de la guerre de juillet 2006, la création de la société de développement *Wa'd* (la promesse) par la direction centrale du parti et son action de terrain volontariste dans le quartier de Haret Hreik nouèrent des relations complexes avec les pouvoirs publics. Elles montrent la position de planificateur urbain dans laquelle se place le parti.

La question du financement de ces organisations est complexe et opaque. Trois sources variées de revenus sont régulièrement mentionnées, rarement documentées : l'autofinancement, l'aide de l'Iran, et surtout la redistribution locale des aumônes religieuses (*zakât, ou sadaqa*) et du *khums* dont deux des responsables du Hezbollah sont les responsables en tant que *wakîl* de Khamenei (H. Nasrallah et M. Yazbak)⁴¹. Il faudrait également mentionner les fonds provenant de la diaspora chiite⁴² ou encore les dons de chiites d'autres pays. Dans le cas des chiites du Golfe, leurs efforts soutiennent plus volontiers les institutions de *Mabarrât* dans la mesure où ils suivent le *marja'* M. H. Fadlallah.

Un inventaire rapide des organisations sociales du Hezbollah doit comprendre aussi le réseau d'éducation développé par le parti : cette question est traitée dans un autre chapitre de l'ouvrage. Signalons également le tissu de petites associations locales ou plus importantes œuvrant dans des secteurs sociaux, dans des rapports de proximité ou de concurrence avec le parti : pour ce qui est des associations dites chiites, mentionnons les organisations sociales du mouvement Amal, qui souvent usent des canaux institutionnels publics, les institutions du Conseil supérieur chiite et quelques fondations portant le nom de personnalités chiites. Mais c'est surtout le dense réseau d'organisations dépendant de l'importante société de bienfaisance de M. H. Fadlallah, al-Mabarrât, qui jouent un rôle considérable dans la prise en charge des risques sociaux à peu près sur les mêmes territoires que ceux où opère le Hezbollah, en particulier la *dâhiyya*. Plutôt que concurrentes, les nombreuses institutions sanitaires et éducatives des Mabarrât, semblent fonctionner de façon complémentaire avec celles du Hezbollah, plus tournées vers les efforts de guerre, comme si un partage des tâches tacite avait lieu.

Certes donc, le tissu des organisations sociales du parti est dense. Est-il exceptionnel, comme le suggère J. Harik, selon laquelle « les efforts inlassables d'un mouvement comme le Hezbollah pour venir en aide au public n'existent presque pas dans les autres partis ni au sein de la classe politique »⁴³ ? L'affirmation mérite certainement d'être

⁴¹ M. ASADULLAHI, 2004, p. 221-223; G. AL-'IZZI, 1998, p. 39-40 ; N. QASIM, 2002, p. 118-119.

⁴² M. ASADULLAHI, 2004, p. 222-223.

⁴³ J. HARIK, 2005, p. 125.

nuancée. En effet, un tel tableau pourrait tromper le lecteur s'il n'était replacé dans son contexte. En l'occurrence, certainement atypique par son ampleur et l'articulation sur le long terme du développement d'institutions sociales, d'un appareil politique et de forces armées, par ses sources de financement également, le dispositif social que déploie le Hezbollah s'inscrit néanmoins dans une société qui se caractérise précisément par une prise en charge privée, communautaire et patronale des risques sociaux.

L'action sociale du Hezbollah dans la « République marchande »

Dans d'autres contextes en effet, l'expérience de la guerre et de la grande dépression a pu faciliter l'institutionnalisation des États providence européens ou américains. Mais au Liban, les politiques de reconstruction dans « l'après-guerre » évacuèrent rapidement la question de l'extension de droits collectifs, d'une « sécurité sociale » pour tous. En 1993, le pays s'engageait dans un programme d'ajustement structurel soutenu par la Banque mondiale et le FMI. Le mot d'ordre incarné par le Premier ministre entrepreneur R. Hariri fut « enrichissez-vous »⁴⁴. La crise des finances publiques et les orientations des politiques économiques n'inaugurèrent pas d'évolution du système de protection sociale libanais vers un système de redistribution, d'assurance et d'assistance à l'échelle nationale. La tendance à la « décharge » vers des groupes privés de toutes sortes s'accrut : l'Etat aide les structures privées à se développer, en couvrant une partie des services produits dans les secteurs de l'enseignement et de la santé par les institutions privées. Ces dernières sont, pour certaines, de grande qualité : les universités et les hôpitaux privés libanais jouissent d'une solide réputation à l'échelle régionale.

L'action publique est moins avare et plus dispendieuse que ne le suppose le discours sur l'absence d'Etat libanais. Mais le système de protection sociale, est parcellaire, fragmenté et ne couvre que très peu de dépenses. La guerre civile renforça cette tendance et la « sortie de guerre » ne l'inversa pas. Les différentes milices qui s'affrontèrent entre 1975 et 1990 territorialisèrent leurs fiefs, au prix de déplacements de population importants⁴⁵. Le conflit consolida l'existence de baronnies locales, gérées par des familles qui avaient investi les municipalités avant-guerre ou par les milices durant la guerre. Pour accompagner leur effort de guerre, et devant l'urgence et l'importance des besoins, ces dernières mirent en place des systèmes variés de services publics para-légaux et d'assistance sociale⁴⁶, dans leurs « proto-Etats »⁴⁷. Ces logiques contribuèrent à clientéliser les rapports de protection sociale et à distendre le lien entre citoyenneté nationale et sécurité sociale.

⁴⁴ G. CORM, 2003, p. 237.

⁴⁵ E. VERDEIL *et alii*, 2007, p. 90 et ss.

⁴⁶ Pour une analyse détaillée voir J. HARIK, 1994.

⁴⁷ N. KLIOT, 1986.

Au sortir de la guerre, des mouvements de protestation s'organisèrent autour de revendications « sociales » : en 1991, le Hezbollah encouragea l'organisation de mobilisations des habitants de la *Dâhiyya*, pour demander à l'Etat d'agir sur leur territoire, en particulier en matière d'adduction d'eau⁴⁸. En mai 1992, le nouveau gouvernement présidé par O. Karamé chuta, devant les grèves et manifestations syndicales et partisans contre l'inflation, la cherté de la vie et la gestion de la crise économique. En 1995 encore, la CGTL appela à un mouvement populaire. Mais rapidement, la question sociale fut oubliée, au profit de mots d'ordres plus politiques, tandis que le gouvernement Hariri s'engageait dans une reconstruction qui fit la part belle aux infrastructures et au centre ville de Beyrouth.

Autrement dit, l'histoire sociale du Hezbollah s'inscrit dans l'économie politique libanaise. Et ses organisations satellites, côtoient par exemple aujourd'hui celles de *Maqâsid al-khayriyya al-islâmiyya* (les œuvres caritatives islamiques), cette association sunnite de bienfaisance qui depuis plus d'un siècle œuvre à Beyrouth sous les auspices de réseaux forgés avec la notabilité beyrouthine ; celles, plus récentes, des fondations R. Hariri ou K. Joumblat ; celles des églises libanaises, de la Ligue maronite et d'ordre monastiques ; celle de la Fondation druze pour la protection sociale, et tant d'autres encore qui dans de petites localités ou à l'échelle nationale prodiguent soin, éducation et assistance. Elles se déploient également dans une arène où des associations nationales ou internationales ont joué un rôle de premier ordre en matière d'aide d'urgence au cours des conflits qui ont jalonné l'histoire récente du Liban. Sortie des périodes de conflits, ces dernières voient leur action s'institutionnaliser dans un entre-deux avec l'action publique.

Devant ce « marché » du social, les citoyens « ordinaires » déclinent une panoplie de stratégies et de bricolages qui ne peuvent se réduire à une alternative entre l'offre de l'Etat et celle du Hezbollah. Dans le cas du Hezbollah cependant, ce qui fait débat touche à la façon dont, ici, la prise en charge de risques sociaux se construit en cause politique ou en ressource de mobilisation, potentiellement contestataire. Devant le déploiement revendiqué d'une « société de résistance », certains s'interrogent sur le développement d'une « contre-société »⁴⁹, voire des prémices sociaux d'un « Etat dans l'Etat », concurrent direct des autorités publiques pour la protection des citoyens.

Les politiques du social

Les transformations démographiques et sociologiques récentes (des territoires plus « confessionnels », des classes moyennes qui s'étiolent, un rééquilibrage de la répartition

⁴⁸ J. HARIK, 1994 ; M. HARB, 2005.

⁴⁹ W. CHARARA et F. DOMONT, 2004, p. 161 et ss.

des richesses entre chrétiens et musulmans)⁵⁰ ont-elles affecté les affinités électives qui semblaient se dessiner avant et pendant la guerre entre le développement d'un « sous-prolétariat urbain »⁵¹ et le Hezbollah ? Ce dernier porte-t-il dans l'après-guerre la voix des « faibles » (*sawt al-mustad'afin*⁵²), des habitants des quartiers pauvres et stigmatisés de la banlieue sud de Beyrouth ou de régions délaissées dont il fait ses fiefs électoraux ? Prend-il en charge leurs aspirations de justice sociale ?

Cette question ne se limite pas, une fois encore, aux logiques politiques du Hezbollah. Devant la variété des modes patronaux de mobilisation, plusieurs analystes suggèrent que l'insécurité sociale au Liban entretient une « poche » d'action commune à nombre d'acteurs politiques, grâce à laquelle sont maintenues des formes de clientélisme et consolidée leur légitimité de patron⁵³. Rien d'exceptionnel à ce que les activités sociales du Hezbollah assoient, elles aussi, des formes de patronage. Elles produisent de l'emploi, elles consolident la gratitude que leurs bénéficiaires peuvent éprouver à l'égard du parti et elles nourrissent, pour ceux qui s'y mobilisent, le sentiment d'accomplir une « mission » qui est aussi celle du parti⁵⁴. Cependant, par rapport à la stratégie d'entrisme d'Amal, par exemple, ou d'autres associations caritatives, dont beaucoup revêtent un caractère communautaire et patronal, la stratégie déployée par le Hezbollah est sensiblement différente. Plutôt que de se greffer sur le système public pour redistribuer, le parti développe ses actions de proximité à partir d'institutions présentées comme alternatives et financées par d'autres canaux que ceux des ressources publiques⁵⁵.

Cela étant, l'idée que la mobilisation politique islamique se nourrirait, au-delà du cas particulier du Hezbollah, de la misère sociale dont elle serait l'expression politique toute privilégiée, reste tenace comme si ces mouvements ne s'adressaient au fond qu'aux catégories les plus défavorisées. Dans la plupart des cas, cette idée s'avère empiriquement infondée⁵⁶. Ici, elle se renforce encore avec l'hypothèse selon laquelle le corpus et l'histoire chiites seraient plus à même encore que d'autres de prendre en charge la protestation sociale⁵⁷, pour des raisons dogmatiques⁵⁸, mais aussi historiques, voire sociologiques. Ce thème a fait florès : « le chiisme séduit les gueux, les déshérités, les damnés de la terre et du désert »⁵⁹.

⁵⁰ S. NASR, 2003.

⁵¹ J. Harik, 2006, p. 285.

⁵² Il s'agit du nom d'une station de radio, ouverte en 1986 dans la Bekaa.

⁵³ T. KOCHUYT, 2004.

⁵⁴ M. FAWAZ, 2004, p. 360.

⁵⁵ M. HARB, 2005, p. 124 et ss. ; p. 134 et ss. .

⁵⁶ F. BURGAT, 2006.

⁵⁷ A. R. NORTON, 1986, Voir aussi S. NASR, 1985.

⁵⁸ T. JABER, 1982.

⁵⁹ V. HUGÉUX, avec S. HADDAD, « La guerre d'Irak. Chiites : le deuil et la revanche », *L'Express*, 24/07/2003.

L'idée que la production de services sociaux est une ressource politique centrale pour le Hezbollah semble tenue pour acquise non seulement par les porte-parole du parti mais aussi par leurs détracteurs, qu'ils soient libanais ou étrangers. Lors des élections municipales de 1998, S. al-Tufaylî, ex-secrétaire général du Hezbollah exclu du parti, se présenta par exemple dans la Bekaa derrière le slogan de la « révolution des affamés » (*thawrat al-jiyâ'*), comme pour concurrencer le parti sur l'un de ses terrains de prédilection. Autre exemple, l'association *Jihâd al-binâ'* est depuis peu classée parmi les « organisations terroristes » par l'administration américaine qui a gelé ses avoirs. W. Burns, l'envoyé spécial des Etats-Unis au Proche-Orient, appelait le gouvernement libanais à remplir ses devoirs économiques et sociaux envers les Libanais afin de fragiliser l'emprise du Hezbollah sur ses militants⁶⁰.

Cela soulève quelques questions que nous pointons en conclusion pour engager à les approfondir. Le Hezbollah est réputé pour son activité sociale et fait preuve d'une capacité de mobilisation politique remarquable, comme on a pu le constater dans l'effort de guerre, mais aussi dans les moments électoraux, dans l'organisation de mouvements de masses, etc. Mais comment se jouent les corrélations entre ces deux phénomènes ? Ce que les pauvres ou les nécessiteux reçoivent sous forme d'aide, le remboursent-ils sous forme de loyauté et d'allégeance politique ?

D'abord, peu de travaux sociologiques nous permettent aujourd'hui de décrire et de comprendre, sociologiquement, les carrières militantes au sein du parti. Difficile de démontrer où et comment se joue l'engagement. Ensuite, les logiques électorales libanaises brouillent les relations entre maillage social, socialisation politique et mobilisation.

Certes, le rôle de l'argent et du patronage dans les scrutins libanais est mis en exergue par la plupart des observateurs⁶¹. En outre, le rôle du tuteur syrien jusqu'aux dernières élections (législatives, printemps 2005) et les ententes préélectorales entre les principaux leaders libanais atrophient et contraignent partiellement le choix des électeurs, ce qui rend fragile toute conclusion sur les logiques du vote. Ainsi, pour les dernières législatives, la compétition électorale fut faible : dans le Liban-Sud, considéré comme un fief du parti, la liste « Développement, libération et résistance » de Amal et Hezbollah emporta tous les sièges disponibles. Elle n'eut guère de challengers et plusieurs postes furent dévolus à un candidat unique, en entente avec les autres principaux partis libanais. Il en est de même dans la région de Baalbek-Hermel, l'une des plus pauvres du pays, où le Hezbollah jouit d'une forte popularité, bien que la concurrence se soit révélée plus importante qu'au Sud⁶².

⁶⁰ *Al-Safir*, 27/07/2001.

⁶¹ Union européenne, 2006.

⁶² *Idem*.

Mais il faut compter aussi avec les spécificités de la loi électorale libanaise qui distend les relations entre production de services et recueil de bulletins de vote. En effet, les citoyens votent dans les circonscriptions d'« origine » de leur famille et non pas dans celles où ils vivent. Compte tenu des importants mouvements de population au cours du dernier siècle et durant la guerre, les décalages sont extrêmement importants entre les circonscriptions électorales et les lieux où vivent les électeurs. On élit des représentants qui fabriqueront ailleurs de la chose publique, qui fourniront ailleurs (et à d'autres) des services. C'est particulièrement le cas dans les municipalités de la *dâhiyya*, où plus des trois quarts des inscrits sur les listes électorales ne vivent pas sur le territoire de leur circonscription. Cela n'empêche évidemment pas le parti de faire élire ses candidats, mais rend plus complexe la relation entre protection sociale et loyauté politique.

En somme, cet état des lieux des activités sociales du Hezbollah engage à regarder leurs déploiements dans le contexte particulier de l'économie politique libanaise, à traiter avec nuance de la question de leurs effets politiques et ouvre finalement plusieurs chantiers de recherche afin de mieux comprendre cette facette à la fois exhibée et peu connue du parti.

Bibliographie

ASADULLAHI M., 2004 : *al-Islâmiyyûn fî mujtama' ta'addudî : Hizbullâh fî Lubnân namudhajan* [Les islamistes dans une société pluraliste : le Hezbollah libanais comme cas d'étude], Beyrouth, Markaz al-istishârât wa al-buhûth.

BURGAT F., 2006 : « Les mobilisations politiques à référent islamique », in Picard E. (dir.), *La Politique dans le monde arabe*, Paris, A. Colin, p. 79-100.

CHAMI, H.H., 1997 : « Hezbollah in Hakâ » [*Le Hezbollah, lorsqu'il parle*"], *Hurriyat*, Beyrouth, CRED, automne, n° 9, p. 34-41.

CORM G., 2003 : *Le Liban contemporain. Histoire et société*, Paris, La Découverte.

DUBAR C. et NASR S., 1976 : *Les classes sociales au Liban*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.

AL-'IZZI G., 1998 : *Hizbullâh: Min al-hulm al-aydiyûlûjî ilâ al-wâqi'iyya al-siyâsiyya* [Hezbollah : du rêve idéologique au réalisme politique], Koweït, Qurtas Publishing.

HARIK J., 1994 : « The Public and Social Services of the Lebanese militias », *Papers on Lebanon*, Oxford, Centre for Lebanese Studies, n° 14.

HARIK, J., 2006 : « Hizbollah's Public and Social Services and Iran », in Chehabi H. E. (ed.), *Distant Relations. Iran and Lebanon in the last 500 years*, Oxford, Centre for Lebanese Studies, I. B. Tauris. p. 259-286.

Hizbullâh: al-muqâwama wa al-tahrîr [Hezbollah : résistance et libération], 2006 : Centre arabe d'information, éditions du Safîr.

KASSIR, S., 1994 : *La guerre du Liban. De la dissension nationale au conflit général*, Paris, éditions du CNRS/CERMOC.

KLIOT N., 1986 : *The Territorial Disintegration of a State: the Case of Lebanon*, occasional Paper Series, Durham, Centre for Middle Eastern and Islamic Studies.

KOCHUYT, T., 2004 : « La misère au Liban : une population appauvrie, peu d'État et plusieurs solidarités souterraines », *Revue Tiers Monde*, t. XLV, n° 179, juillet-sept., p. 515-537.

LEBRET, L.J., 1960-1961 : *Besoins et possibilités de développement du Liban. Etude préliminaire*, 2 tomes, Beyrouth, ministère du Plan, Mission IRFED Liban.

Mawsû'at Nasrallâh [Encyclopédie de Nasrallah], 2007: Volume I, Beyrouth, dâr al-Hâdî.

NASR, S., 2003 : « The new social map », in Hanf Th. et Salam N. (coord.), *Lebanon in Limbo. Post war society and State in an uncertain regional environment*, Baden Baden, ed. Momos Verlagsgesellschaft, p. 143-158.

NORTON, R. A., 1986 : « Shi'ism and Social Protest in Lebanon », in Cole J. R. I. et Keddie N. R. (eds.), *Shi'ism and Social Protest*, New Haven, Yale University Press.

Union européenne, European Union election observation mission, 2002 : *Parliamentary elections. Lebanon 2005*, Rapport final.

VERDEIL E., FAOUR, Gh., VELUT, S., 2007 : *Atlas du Liban. Territoires et société*, Beyrouth, IFPO/CNRS Liban.

Presse

Al-Safîr, l'Express.